

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

25 mai 2011

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**concernant la création
d'une "Fédération Wallonie-Bruxelles"**

(déposée par M. Gerolf Annemans,
Mmes Barbara Pas et Rita De Bont
et M. Bruno Valkeniers)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

25 mei 2011

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over de stichting van een zogenaamde
"Fédération Wallonie-Bruxelles"**

(ingediend door de heer Gerolf Annemans,
de dames Barbara Pas en Rita De Bont
en de heer Bruno Valkeniers)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
INDEP-ONAFH	:	Indépendant - Onafhankelijk	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél.: 02/ 549 81 60		Tel.: 02/ 549 81 60	
Fax: 02/549 82 74		Fax: 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail: publications@lachambre.be		e-mail: publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue le lundi 4 avril 2011, M. Rudy Demotte, ministre-président de la Communauté française, a annoncé, en présence de quatre représentants des partis francophones, que la Communauté française adopterait l'appellation "Fédération Wallonie-Bruxelles". *"Par ce biais, les quatre partis francophones affirment haut et fort que pour eux la Région de Bruxelles-Capitale n'est et ne sera jamais aliénable à une autre entité"*, a commenté M. Demotte au cours de cette conférence de presse à Namur.

Le 18 mai 2011, cette annonce s'est matérialisée, au Parlement de la Communauté française, sous la forme d'une proposition de résolution "relative à l'utilisation de la dénomination "Fédération Wallonie-Bruxelles" dans les communications de la Communauté française" signée par MM. Rudi Vervoort (PS) et Léon Walry (PS), Mme Françoise Bertieaux (MR), MM. Richard Miller (MR) et Marcel Cheron (ECOLO), Mmes Barbara Trachte (ECOLO) et Julie De Groote (cdH) et M. Marc Elsen (cdH). Cette proposition a été inscrite à l'ordre du jour de la séance plénière du Parlement de la Communauté française du 25 mai 2011.

Par cette proposition, le Parlement de la Communauté française *"décide de faire usage systématiquement de l'appellation "Fédération Wallonie-Bruxelles" pour désigner usuellement la Communauté française créée par le Constituant, d'utiliser cette nouvelle dénomination sur l'ensemble de ses supports de communication et invite le Gouvernement à faire de même."*

Dans une tribune libre publiée dans le *Standaard* du 6 avril 2011, M. Hendrik Vuye, professeur de droit public à l'Université de Namur, indique que ce changement d'appellation est inconstitutionnel et peut se comparer à un coup d'état.

Il ne s'agit en effet pas seulement, comme d'aucuns l'affirment, d'une provocation ou d'un amusement provocateur des francophones, ni d'un simple changement d'appellation sans signification, c'est au contraire un pas important et unilatéral franchi par les partis francophones et qui remet fondamentalement en question l'ordre constitutionnel et les équilibres communautaires de ce pays.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Tijdens een persconferentie op maandag 4 april 2011 maakte minister-president Rudy Demotte van de Franse gemeenschap, in aanwezigheid van vier vertegenwoordigers van de Franstalige partijen, bekend dat de Franse gemeenschap zichzelf zou omdopen tot "Fédération Wallonie-Bruxelles". *"Op deze manier bevestigen de vier Franstalige partijen luid en duidelijk dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor hen niet en nooit overdraagbaar zal zijn aan een andere entiteit"*, aldus Rudy Demotte tijdens de persconferentie in Namen.

Op 18 mei 2011 kreeg deze aankondiging in het parlement van de Franse Gemeenschap gestalte onder de vorm van een voorstel van resolutie *"relative à l'utilisation de la dénomination "Fédération Wallonie-Bruxelles" dans les communications de la communauté Française"*. Het voorstel is ondertekend door de heren Rudi Vervoort (PS) en Léon Walry (PS) en mevrouw Françoise Bertieaux (MR), de heren Richard Miller (MR) en Marcel Cheron (ECOLO), de dames Barbara Trachte (ECOLO) en Julie De Groote (cdH) en de heer Marc Elsen (cdH). Het voorstel werd geagendeerd voor de plenaire vergadering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 2011.

Met het voorstel van resolutie beslist *"Le Parlement de la Communauté Française (...) de faire usage systématiquement de l'appellation "Fédération Wallonie-Bruxelles" pour désigner usuellement la Communauté Française créée par le Constituant, d'utiliser cette nouvelle dénomination sur l'ensemble de ses supports de communication et invite le Gouvernement à faire de même."*

Hendrik Vuye, hoogleraar staatsrecht aan de universiteit van Namen, stelt in een vrije tribune in *De Standaard* van 6 april 2011 dat deze naamswijziging ongrondwettelijk is en vergeleken kan worden met een staatsgreep.

Het gaat hier inderdaad niet zomaar, zoals sommigen stellen, om een provocatie of een provocatieve spelerei vanuit Franstalige hoek of om een simpele naamsverandering zonder inhoud, maar integendeel om een belangrijke, eenzijdige stap van de Franstalige partijen waarmee de grondwettelijke orde en de communautaire evenwichten in dit land fundamenteel op losse schroeven worden gezet.

L'article 1^{er} de la Constitution dispose que la Belgique est un État fédéral qui se compose des Communautés et des Régions. L'article 2 de la Constitution dispose que la Belgique comprend trois Communautés: la Communauté française, la Communauté flamande et la Communauté germanophone, tandis que l'article 3 dispose que la Belgique comprend trois Régions: la Région wallonne, la Région flamande et la Région bruxelloise. La Constitution ne fait nulle part mention de niveaux intermédiaires ni d'institutions dans le cadre desquelles deux Régions pourraient former une fédération, que ce soit ou non dirigé contre une troisième région. Dans cette optique, la création d'une "*Fédération Wallonie-Bruxelles*", ne serait-ce qu'en nom, est un acte inconstitutionnel.

Le choix du terme "fédération" renvoie à un pays ou, du moins, à l'intention de procéder à la formation d'un pays. Ce n'est pas "une partie de", ni un état fédéré ou quoi que ce soit, c'est un pays à part entière. L'intention sous-jacente est donc d'instiller, sur la scène internationale, l'idée que Bruxelles et la Wallonie sont un pays en devenir.

Il est également clair que c'est un acte particulièrement hostile à l'égard de la Flandre et des Bruxellois flamands. À aucun moment, on n'a demandé l'opinion ni l'avis de la Flandre sur ce changement de dénomination. De même, les Bruxellois flamands, qui, constitutivement, font pourtant partie intégrante de la Région de Bruxelles-Capitale et de ses institutions, n'ont à aucun moment été associés à ce changement d'appellation. En d'autres termes, il s'agit là d'une décision unilatérale de la Communauté française et de la francophonie, qui fait totalement fi de la présence et du rôle institutionnel des Flamands bruxellois dans la Région de Bruxelles-Capitale (de même d'ailleurs que de la Communauté flamande et de la Région flamande sur le territoire bruxellois). Dans un entretien publié dans le quotidien *De Standaard* du 6 avril 2001, la ministre bruxelloise Brigitte Grouwels a dès lors déclaré avec raison que ce changement d'appellation rayait de la carte l'existence des Flamands bruxellois. Ce changement d'appellation prive donc mentalement la Flandre de sa capitale et présente Bruxelles sur la scène internationale comme une ville rive à la Wallonie. Les Flamands seront ainsi définitivement minorisés en Belgique.

En outre, la création de cette fédération doit être considérée comme un coup important sur l'échiquier de la "fin de la Belgique". Les partis francophones se préparent stratégiquement depuis longtemps déjà au démembrement de l'État belge, ne fût-ce que parce que la communauté internationale voit d'un mauvais œil les enclaves, les îlots, même s'il s'agit d'une ville, qui sont

Artikel 1 van de Grondwet bepaalt dat België een federale staat is, samengesteld uit Gemeenschappen en Gewesten. Artikel 2 van de Grondwet stelt dat er drie Gemeenschappen zijn, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, terwijl artikel 3 bepaalt dat er drie gewesten zijn, te weten het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest. Er is in de Grondwet geen sprake van tussenfiguren of van instellingen waarbij twee Gewesten een federatie zouden kunnen vormen, al dan niet tegen een derde gewest in. Vanuit die optiek is de oprichting van een "*Fédération Wallonie-Bruxelles*", ook al is het maar in naam, een ongrondwettige handeling.

Het woord "federatie" wijst op een eigen land of minstens op de intentie om over te gaan tot de vorming van een eigen land. Het is geen "onderdeel van", of een deelstaat, of wat dan ook, maar slaat op een eigen land. De achterliggende bedoeling bestaat er dus in om op het internationale forum de idee ingang te doen vinden dat Brussel en Wallonië een eigen land in wording zijn.

Het mag ook duidelijk zijn dat het hier gaat om een erg vijandige daad tegenover Vlaanderen en de Brusselse Vlamingen. Vlaanderen werd op geen enkel moment om zijn mening of advies gevraagd over deze naamswijziging. Ook de Brusselse Vlamingen, die constitutief nochtans een volwaardig en geïntegreerd onderdeel uitmaken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn instellingen, werden op geen enkel ogenblik betrokken bij deze naamswijziging. Het betreft hier met andere woorden een eenzijdige beslissing van de Franse Gemeenschap en de francophonie die totaal voorbijgaat aan de aanwezigheid en de institutionele rol van de Brusselse Vlamingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (overigens ook die van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest op het Brussels grondgebied). Brussels minister Brigitte Grouwels stelde in een vraaggesprek met *De Standaard* van 6 april 2011 dan ook niet onterecht dat door deze naamswijziging de Brusselse Vlamingen niet meer bestaan. Met deze naamswijziging wordt dus de hoofdstad van Vlaanderen mentaal weggerukt uit Vlaanderen en internationaal naar voor geschoven als een aan Wallonië vastgeklonken stad. Daardoor komen de Vlamingen tevens voorgoed in een minderheidspositie te staan in België.

De oprichting van deze federatie moet tevens worden beschouwd als een belangrijke zet op "het einde van België"-schaakbord. De Franstalige partijen bereiden zich reeds geruime tijd strategisch voor op de ontbinding van de Belgische staat, al was het maar omdat de internationale gemeenschap negatief staat tegenover enclaves, eilanden — ook al is het een stad — die

totale­ment encerclés par le territoire d'un autre pays. Cet aspect a son importance à la veille d'une scission éventuelle. La création de la "Fédération Wallonie-Bruxelles" marque dès lors un premier pas dans la voie de la création d'un État Wallonie-Bruxelles et s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de l'après-Belgique, qui est mise en œuvre de manière systématique. Dans le cadre de cette stratégie, un deuxième pas visera à relier territorialement Bruxelles à la Wallonie en renforçant le régime des facilités dans les six communes flamandes de la périphérie bruxelloise en vue de leur incorporation ultérieure au futur État Wallonie-Bruxelles. Les négociations communautaires sur la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde sont donc plus cruciales que jamais pour les futurs projets impérialistes de la francophonie dans ce pays et devraient inciter les négociateurs flamands à une grande circonspection dans le cadre d'une future réforme de l'État et à se garder de toute forme de concession en la matière.

En liant terminologiquement Bruxelles à la Région wallonne et en présentant les deux régions comme "une unité territoriale" au plan international, les francophones essaient dès aujourd'hui de combler le retard qu'ils ont accumulé en matière de reconnaissance internationale. Avec l'avènement de la "Fédération Wallonie-Bruxelles", on assiste aujourd'hui à ce qui a fait l'objet de nombreuses mises en garde: le fameux pacte d'Egmont et la régionalisation à trois font qu'aujourd'hui deux Régions francophones dominantes se liguent contre la Région flamande.

Outre qu'elle rompt l'ordre politique et constitutionnel de ce pays en ce qui concerne Bruxelles, la proposition de résolution de la Communauté française exprime indirectement l'intention de se mêler activement, en Flandre, de la défense des intérêts des francophones de Flandre. En effet, on peut lire dans les développements: "Elle n'oublie pas pour autant les francophones qui habitent en dehors de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-capitale et qui méritent la protection et la promotion de l'institution francophone". Voilà qui témoigne d'une volonté manifeste, de la part de la Communauté française, de s'immiscer dans des questions qui ne regardent que la Communauté et la Région flamandes.

La proposition de résolution de la Communauté française appelle dès lors une réaction énergique. Tel est l'objet de la présente résolution.

volledig omgeven zijn door het grondgebied van een ander land. Dat telt, wanneer een mogelijke splitsing voor de deur staat. De oprichting van de "Fédération Wallonie-Bruxelles" is dan ook de eerste stap op weg naar de oprichting van een staat Wallonie-Bruxelles en past in een post-Belgische strategie die systematisch wordt uitgevoerd. Een tweede stap in het kader van deze strategie zal erop gericht zijn een territoriale verbinding tussen Brussel en Wallonië tot stand te brengen door middel van een versterking van de faciliteitenregeling in de 6 Vlaamse randgemeenten rond Brussel met het oog op hun latere inlijving in de toekomstige staat Wallonie-Bruxelles. De communautaire onderhandelingen inzake de splitsing van het kiesarrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde zijn, nu meer dan ooit, dan ook cruciaal, voor de verdere imperialistische plannen van de francophonie in dit land en zouden de Vlaamse onderhandelaars in het kader van een verdere staatshervorming tot grote omzichtigheid moeten aanzetten en hen op dat vlak voor elke vorm van toegeving moeten behoeden.

Door Brussel terminologisch vast te klinken aan het Waalse Gewest en beide gewesten internationaal als een "unité territoriale" voor te stellen, proberen de Franstaligen vandaag reeds hun achterstand inzake internationale erkenning dicht te rijden. Met de "Fédération Wallonie-Bruxelles" is uitgekomen waarvoor velen steeds hebben gewaarschuwd. Het fameuze Egmontpact en de drieledige gewestvorming, die nu leidt tot het samenspannen van twee dominante Franstalige Gewesten tegen het Vlaamse Gewest.

Het voorstel van resolutie van de Franse Gemeenschap doorbreekt overigens niet alleen op het vlak van Brussel de staatkundige en constitutionele orde van dit land, maar spreekt zijdelings ook de intentie uit zich actief in Vlaanderen te bemoeien met de verdediging van de belangen van de Franstaligen in Vlaanderen. In de toelichting lezen wij immers: "*Elle n'oublie pas pour autant les francophones qui habitent en dehors de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-capitale et qui méritent la protection et la promotion de l'institution francophone*". Dit is een duidelijke intentie tot inmenging vanwege de Franse Gemeenschap in aangelegenheden die enkel de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest aanbelangen.

Het voorstel van resolutie van de Franse Gemeenschap verdient derhalve een krachtig antwoord te krijgen, wat het voorwerp is van deze resolutie.

Gerolf ANNEMANS (VB)
Barbara PAS (VB)
Rita DE BONT (VB)
Bruno VALKENIERS (VB)

PROPOSITION DE RÉOLUTION

A. considérant que la Constitution ne prévoit pas de mécanismes ou figures intermédiaires institutionnels permettant à deux Régions de se constituer en fédération à l'encontre d'une troisième région;

B. vu la proposition de résolution relative à l'utilisation de la dénomination "Fédération Wallonie-Bruxelles" dans les communications de la Communauté française qui a été déposée au Parlement de la Communauté française (Parlement de la Communauté française, DOC 205 (2010-2011) — n° 1);

C. considérant que ce changement de nom est inconstitutionnel;

D. considérant que le mot "fédération" est un concept politique qui exprime — ou peut à tout le moins être perçu comme exprimant — l'intention de l'entité intéressée de se transformer dans le futur en une unité politique avec la Région de Bruxelles-Capitale, que ce soit ou non dans un scénario d'après-Belgique;

E. considérant qu'il s'agit manifestement en l'espèce d'un acte hostile à l'égard de la Flandre, par lequel les partis francophones s'engagent unilatéralement sur la voie d'un État indépendant, Bruxelles se voyant, en tant que ville et capitale, incorporée à la Wallonie;

F. considérant que dans cette résolution, avec le changement de nom prévu, les Flamands de Bruxelles et leur rôle institutionnel au sein de la Région de Bruxelles-Capitale sont considérés comme inexistantes et que ces derniers n'ont du reste pas été consultés;

G. considérant que tant la Communauté flamande que la Région flamande ont établi leur siège principal à Bruxelles et qu'elles y sont ancrées institutionnellement;

H. considérant que la Communauté française exprime dans cette résolution son intention de s'occuper activement des francophones qui résident en Flandre;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de dénier à la Communauté française le droit d'utiliser l'appellation "Fédération Wallonie-Bruxelles" pour s'identifier dans sa communication;

2. de protester officiellement auprès de la Communauté française contre l'utilisation de l'appellation "Fédération Wallonie-Bruxelles";

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

A. overwegende dat de Grondwet geen institutionele tussenfiguren of mechanismen voorziet waarbij twee Gewesten een federatie zouden aangaan tegen een derde gewest;

B. gelet op het voorstel van resolutie ingediend in het parlement van de Franse Gemeenschap met betrekking tot het gebruik van de benaming "*Fédération Wallonie-Bruxelles*" voor de communicatie van de Franse Gemeenschap (Parlement van de Franse Gemeenschap, stuk 205 (2010-2011) — nr. 1);

C. overwegende dat deze naamswijziging ongrondwettig is;

D. overwegende dat het woord "federatie" een staatkundige begrip is en minstens in de perceptie de intentie weergeeft van de betrokken entiteit om zich in de toekomst, al dan niet in een post-Belgisch scenario, samen met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot een staatkundige eenheid om te vormen;

E. overwegende dat het hier duidelijk gaat om een vijandige daad tegenover Vlaanderen waarbij de Frans-talige partijen een eenzijdige stap zetten in de richting van een onafhankelijke staat waarbij Brussel als stad en als hoofdstad wordt ingelijfd bij Wallonië;

F. overwegende dat de Brusselse Vlamingen en hun institutionele rol in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in deze resolutie en met de beoogde naamswijziging als onbestaande worden beschouwd en overigens niet werden geraadpleegd;

G. overwegende dat zowel de Vlaamse Gemeenschap als het Vlaams Gewest hun hoofdzetels hebben gevestigd en er institutioneel verankerd zijn;

H. overwegende dat de Franse Gemeenschap in deze resolutie de intentie uitspreekt zich actief in te laten met de Franstaligen die zich in Vlaanderen bevinden;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. de Franse Gemeenschap elk recht te ontzeggen de benaming "*Fédération Wallonie-Bruxelles*" te gebruiken om zichzelf hiermee in haar communicatie te benoemen;

2. officieel protest aan te tekenen bij de Franse Gemeenschap tegen het gebruik van de benaming "*Fédération Wallonie-Bruxelles*";

3. de n'utiliser en aucun cas l'appellation "Fédération Wallonie-Bruxelles" pour désigner la Communauté française ni ses institutions;

4. de ne considérer aucune communication émanant d'une institution de la Communauté française et utilisant l'appellation "Fédération Wallonie-Bruxelles" pour dénommer la Communauté française, comme émanant d'un interlocuteur légitime et reconnu dans le cadre de l'ordre politique et constitutionnel belge et, partant, de considérer une telle communication comme inexistante;

5. de suspendre toute collaboration avec la Communauté française tant que cette dernière n'aura pas renoncé à faire usage de l'appellation "Fédération Wallonie-Bruxelles" dans sa communication.

24 mai 2011

3. de benaming "*Fédération Wallonie-Bruxelles*" in geen enkel geval te gebruiken als aanduiding voor de Franse Gemeenschap en haar instellingen;

4. elke communicatie die uitgaat van een instelling van de Franse Gemeenschap waarin de benaming "*Fédération Wallonie-Bruxelles*" wordt gebruikt om de Franse Gemeenschap te benoemen, niet te beschouwen als uitgaande van een wettig erkende gesprekspartner in het kader van de Belgische staatkundige en constitutionele orde, en bijgevolg als onbestaande te beschouwen;

5. elke samenwerking met de Franse Gemeenschap op te schorten zolang deze er niet van afziet gebruik te maken van de benaming "*Fédération Wallonie-Bruxelles*" in haar communicatie.

24 mei 2011

Gerolf ANNEMANS (VB)
Barbara PAS (VB)
Rita DE BONT (VB)
Bruno VALKENIERS (VB)